
M. DCC. XL.

E X A M E N

Du

SENTIMENT d'un prétendu PATRIOTE

Par

UN VERITABLE PATRIOTE HOLLANDOIS.

LE prétendu *Patriote*, qui a publié son *sentiment* sur l'augmentation des forces de la Republique, n'en auroit rien fait, s'il avoit été un *Veritable* Patriote, parce qu'il seroit de son devoir d'acquiescer aux Resolutions de nos Souverains, persuadé qu'ils n'en prennent aucunes sans de mures deliberations & sans des motifs fondez sur la raison d'Etat, & sur le bien public. C'est ce qu'on peut dire sur tout de celle dont il s'agit, qui n'a pas été prise à la legere, puisqu'elle a fait, pendant plusieurs mois, le sujet des deliberations non seulement des Etats Generaux, mais aussi des Provinces particulieres. Aussitôt que la proposition en a été faite, toutes les Provinces sont convenu unanimement de la necessité & de l'utilité de cette augmentation. Elles n'ont été d'avis differens que sur la maniere de la faire & sur les moyens de l'exécuter. C'est ceci qui a fait le sujet de leurs deliberations. Disons plus, un grand Ministre l'a fort approuvé & a déclaré qu'on pouvoit l'exécuter sans donner de jalousie à nos voisins, à

A

l'exem-

l'exemple de la Cour de France , qui n'avoit équipé à Brest & à Toulon que pour être en situation à tout événement.

Le *prétendu Patriote* insinue que cette augmentation n'auroit dû avoir lieu que 1°. dans le cas de quelque danger à craindre. 2°. Dans le cas qu'on voulu la continuer , ou 3°. au cas qu'elle pût être de quelque poids au dehors , & il soutient qu'aucun de ces cas n'existe.

1°. Notre tranquillité est elle aussi grande & aussi certaine qu'il la représente , l'état de notre navigation & de notre Commerce vers nos Colonies & nos établissemens en Amérique , & l'enlèvement & la saisie de plusieurs de nos Bâtimens , sans pouvoir obtenir justice sur tant de plaintes & de griefs notoires & si souvent exposés sous les yeux de la Cour , à qui nous devons demander justice de tant d'excès & de violences , barbouillent terriblement le portrait que le Patriote fait de notre tranquillité & dément en ce qu'il avance qu'il n'y a jamais eu de tems , où on nous ait donné *moins* sujet d'inquiétude ; j'en appelle au *prétendu Patriote* même.

II. Il avance gratuitement que , *si l'augmentation s'effectue , ce ne sera que dans le dessein , de la part de ceux qui porteroient le plus grand fardeau de la dépense , de s'en décharger dès que la complaisance , qui les entraîne , sera passée.* S'il est au fait de la chose , il avouera que rien n'est moins vrai que ce qu'il veut faire croire , car une des Provinces , qui est celle qui doit *porter le plus grand fardeau de la dépense* , a été la première à consentir à cette augmentation , & elle a déclaré qu'elle n'y consentoit qu'à condition qu'il n'y auroit pas de réduction de cette augmentation , comme cela est arrivé il y a quelques années , & toutes les Provinces sont convenu de la nécessité d'avoir
sur

sur pié plus de troupes qu'elles n'avoient , quel que soit le succès de la Guerre entre la Gr: Bretagne & l'Espagne. On entend assez ce qu'il veut qu'on entende par la *complaisance*, dont il parle ; mais il auroit de la peine à prouver cette petition de principe ; car où sont les instances que la Cour Brit: nous a faites , pour nous engager à cette augmentation , où sont les mémoires de ses Ministres à cet égard , depuis que nous avons déclaré que nous étions résolu d'observer , ainsi que la Cour de France , la plus grande impartialité entre les deux Puissances belligerantes ? Nous ne pouvons remplir les conditions du Traité de la Barrière , & pourvoir raisonnablement à la sûreté de nos Places fortes avec le nombre de troupes que nous avons sur pié ; c'est par cette raison que nos Souverains ont résolu de les augmenter. Outre cela n'avons nous aucun danger à craindre , n'avons nous aucun engagement à remplir. Les affaires d'Oost - Frise & celles de Berg & Juliers sont elles accommodées , & un démêlé important ne commence-t-il pas à causer du refroidissement entre Nous & le Dannem: combien d'évenemens à ces trois égards ne pourroient pas demander que la Republique fut dans un autre état que celui où elle est avant l'augmentation. Toute l'Europe n'a-t-elle pas retentie des projets formez par l'Espagne contre S. M. Brit. en transportant le Prétendant en Irlande ou en Ecosse. Le Patriote a-t-il oublié , que nous sommes Garans de la succession Britannique dans la Ligne d'Hanovre & pourrions nous remplir nos engagements au cas de l'exécution de ces projets , avec les troupes que nous avons sur pié , sans dégarnir nos Frontières & nos Places fortes ; & seroit-il tems , le cas arrivant , de

penfer à faire une augmentation ? Le coup feroit frappé avant que nous fuſſions en état de ſecourir nos Alliez.

III. Reſte à ſavoir ſi cette augmentation nous peut être de quelque poids au dehors ? La critique qu'on en fait, les murmures qu'on a laiffé échaper lorsqu'on a ſçû que la Reſolution avoit paſſée, l'Ecrit même que nous examinons, prouvent qu'il faut qu'il en ſoit quelque choſe, autrement y feroit-on attention ? Et d'autres Puiffances ſe ſoucieroi-ent-elles de notre impartialité ou de notre neutralité ſi nous n'étions pas en état de n'être pas neutres, ou impartiaux, ſuivant qu'il nous conviendrait. Si nous avons $\frac{m}{100}$ hommes ſurpié, $\frac{m}{12}$ plus ou moins ſeroient de peu de poids, mais augmentant nos forces de plus d'un quart, on peut eſperer de les rendre plus reſpectables, quoi qu'en puiſſe dire le prétendu Patriote, qui prétend que cette augmentation *de quelques ſoldats par Compagnie*, fera, tout au plus, *montrer d'une complaiſance paſſagere.*

Le ſentiment du Patriote n'a pas été rendu public pour prouver la non exiſtence de ces trois cas. Ce n'eſt qu'un prélude, le principal but de cet Ecrit eſt la *menace* qu'on nous fait, à la vérité d'une manière la plus modérée, qu'on a pû, à la page 3 & 4. ou l'on couvre d'un fin voile la foudre qu'on nous avertit être préparée pour nous. Elle ſe réduit à ceci, " puis-que vous avez eu la complaiſance pour l'Angleterre d'augmenter vos forces, vous devez être aſſuré, que la Cour d'Eſpagne en prendra un prétexte de ne vous pas comprendre dans les avantages qu'elle pourroit accorder aux Anglois par la paix, & ceux-ci bien loin, en reconnoiſſance de votre ſacrifice, d'ap-
puyer vos interets, ſeront les premiers à ſ'applaudir en fe-
cret

secret de l'indisposition de l'Espagne contre vous. On peut repondre à ceci, comment l'Espagne peut-elle prendre ombrage de cette augmentation, puis que suivant le Patriote, *quelques Soldats de plus dans nos Compagnies, que chacun sait n'y être que pour faire montre d'une Complaisance passagere, sont ils capables de changer quelque chose au plus ou au moins de consideration de notre Republique dans l'Europe?* Mais après tout qu'avons-nous à attendre de l'Espagne lors d'une pacification, où elle n'aura plus besoin de nous & ne nous craindra plus; si nous n'avons pû en rien obtenir depuis ses brouilleries avec l'Angleterre, & dans des circonstances, où il étoit de sa convenance de nous caresser ou du moins de nous menager. Dans cet intervalle avons-nous pû obtenir le redressement de nos griefs & la restitution de nos vaisseaux injustement pris, bien loin de là les Espagnols n'ont-ils pas continué à enlever nos Batimens dans leur trajet vers nos colonies; quoique la Cour nous ait fait assurer positivement " que son intention n'a jamais été & ne sera jamais de troubler la libre navigation des sujets de la Re- publique, soit en allant à leurs colonies, soit en en re- venant, conformément aux Traitez." En second lieu que demandons nous à l'Espagne? Rien autre chose que la religieuse observation de ses Traitez avec nous, au sujet de la liberté de notre Navigation; Traitez, auxquels elle en appelle elle-même dans la declaration rapportée ci-dessus. Y a-t-il jamais en prétention plus juste? L'Augmentation de nos Troupes pourroit-elle être autre chose qu'un injuste *pretexte*, si on l'alleguoit pour refuser de nous rendre justice. Et en quoi les Anglois pouroient-ils nous deservir, lorsque nous ne demanderions que l'observation des Trai-

tez, sur les quels sont fondés ceux qu'ils ont avec l'Espagne & qui sont la regle de la liberté de leur navigation & des privileges de leur Commerce. On peut ajouter ici que le prétendu Patriote ne fait pas le dessous des Cartes, & qu'il ignore que Sa Majesté Catholique pense autrement qu'il ne l'annonce, puis qu'elle vient de faire faire une déclaration à L. H. P. qui convient d'un côté de la Realité de nos plaintes & de l'autre des dispositions favorables de ce Prince, qui, comme porte cette déclaration, „ satisfait de „ la conduite de la Republique a envoyé des defences positives à tous les Armateurs, ses sujets, de troubler en aucune maniere la Navigation des sujets de L. H. P. vers „ leurs Etablissemens” &c.

Ainsi la resolution de L. H. P. pour l'augmentation étant examinée sans prevention, on aura raison de l'appeler une *Resolution généreuse*, dictée par la raison d'Etat, & on trouvera qu'il faut ignorer le respect qu'on doit à ses Souverains, pour la traiter de *foiblesse de gens que le Torrent des vieilles habitudes entraine*. Si l'on avoit suivi ce torrent, il y a longtems qu'on auroit acquiescé aux instances qui nous ont été faites de faire cause commune de tant de griefs, qui sont réellement les mêmes de part & d'autre, mais la raison d'Etat s'est opposé à ce Torrent, elle ne vouloit pas que la Republique contribuât à allumer le flambeau d'une Guerre générale, & sa conduite pacifique jusqu'à présent, de concert avec celle de la France, convaincra tout *veritable Patriote*, qu'elle n'a en vue que le bien de l'Etat & les avantages de ses Sujets.